

## Maintenant, ça suffit !!!

Les "poches d'aisance" où se meut et s'étend l'islam radical... (Mezetulle, voir *infra en fin de billet*) Avec la décapitation d'un professeur, Samuel PATY, qui avait fait son travail en enseignant la liberté d'expression, on a franchi une nouvelle étape dans la guerre que nous mène l'islam radical, guerre idéologique et par les armes.

D'abord, en s'attaquant physiquement à l'école en la personne d'un de ceux qui la servent, ils s'attaquent à la fabrique citoyenne coeur de notre construction démocratique et républicaine. Ce n'est pas un hasard ou une erreur.

Ensuite, comme cet enseignant avait développé son cours dans le plus profond respect de ses élèves de confession musulmane (puisqu'il leur avait permis de sortir de classe s'ils estimaient que l'illustration de son cours par des caricatures pouvait les choquer), on voit bien que ce que veulent les musulmans radicaux ce n'est pas seulement de ne pas adopter nos valeurs démocratiques et nos principes fondamentaux mais en empêcher l'existence et l'exercice, pour nous tous.

On change dès lors de niveau de gravité et la "Charia" devient non seulement la chose de certains musulmans mais l'instrument de notre domination. Exécrable, n'ayons pas peur des mots forts, c'est d'un véritable totalitarisme dont il s'agit. Les totalitarismes, les démocraties les combattent et les abattent qu'on se le dise. Et celui-là doit subir le même sort sans trêve, ni répit.

En effet, ce refus de nos valeurs démocratiques et de nos principes fondamentaux se fait au nom d'une vision rétrograde d'une religion que partagent peu ou prou, il faut bien le dire puisque des études sérieuses l'ont montré même si cela nous a stupéfié lorsque nous l'avons appris, les 29% des musulmans qui placent les préceptes religieux au dessus des lois de la République (dont 45% chez les jeunes de leurs fidèles).

Ne nous y trompons pas, notre gentillet "pas d'amalgame" et notre tarte à la crème qu'est devenu un "vivre ensemble" communautarisé ne pourront plus fonctionner aussi facilement. En effet, la vision islamiste totalitaire constitue le terreau idéologique du terrorisme, comment ne pas le voir et aller, à gauche, cacher sa lâcheté ou sa démagogie, derrière des causes économiques et sociales bien commodes mais en vrai peu opérantes en l'espèce. L'étaient-elles pour justifier le nazisme et sa barbarie ? Cela est presque risible. Inopérantes s'agissant de nationaux qui, comme d'autres enfants des classes populaires ou moyennes, ont tout eu de l'école républicaine à un système de santé, tous deux totalement gratuits, dans l'un des plus favorables des systèmes sociaux existants. Encore plus inopérantes s'agissant de soldats de l'étranger venus semer la terreur sur notre sol. Ce discours de gauche et son parangon de lâcheté opérationnelle avec l'Observatoire aveugle de la laïcité de JL Bianco est définitivement discrédité.

N'oublions pas, comme l'explique "l'Instit" dont je reproduis le billet à la fin de mon "post", la NORME et la MARGE... L'une calibre l'autre, on le sait. Quand la vision totalitaire s'accroît comme c'est le cas et tend à devenir la norme, on peut s'attendre à ce que la marge terroriste soit de plus en plus importante, agressive et active.

## Alors STOP !

Mais, nous sommes une société démocratique et nous devons le rester contre nos ennemis qui veulent précisément abattre cette démocratie en nous divisant.

Nous avons, avec deux amis respectivement avocat et magistrat (Jean Pétrilli et Bruno Bertrand) dans un numéro spécial "Hors série" (daté de janvier 2017) précisé dans une étude complète ce qui est possible dans une société démocratique face à une telle guerre idéologique et armée en répondant précisément aux quatre questions juridiques que nous pose l'islam radical.

Face à toutes les élucubrations qui ressortent quand à ce qu'il est possible de faire au regard de nos principes constitutionnels et de nos engagements internationaux pour combattre par le droit l'islam radical, il est utile de se reporter à cette étude pour ne pas se laisser enfumer sous le coup de l'émotion.

Voir à ce sujet : <https://francoisbraize.wordpress.com/islam-radical-et-etat-de-droit-janvier-2017/> qui présente les outils juridiques dont nous disposons pour combattre cette idéologie rétrograde. On se reportera à cet égard à l'étude complète que l'on trouve à cette rubrique plutôt que la synthèse sommaire qui en est faite et qui est trop rapide (Voir notamment le III de cette étude qui traite des outils pénaux de lutte contre les idéologies totalitaires et leurs propagandistes).

Si l'on résume, on ne peut ni réduire, ni limiter la liberté de pensée qui est absolue que l'on parle d'un adepte de la démocratie, du nazisme ou de l'islamisme radical. Mais on peut limiter l'expression de certaines idéologies et l'action de leurs adeptes dès lors que celles-ci sont contraires à nos principes fondamentaux et entrent dans le champ pénal des infractions que notre droit a défini et que l'étude précitée décrit. Si nous ne trouvons pas suffisant ce champ pénal, c'est au législateur d'y remédier en complétant l'arsenal.

La future loi sur les séparatismes en préparation sera l'occasion de boucher les trous éventuels dans notre arsenal répressif. En effet, l'action pénale, après l'horreur accomplie, devra pouvoir frapper plus vite plus durement à la fois les propagandistes de l'islam radical, quel que soit le canal qu'ils utilisent, ceux qui désignent à la vindicte islamiste de futures victimes notamment sur les réseaux sociaux et ces derniers eux-mêmes s'ils s'en font par inaction les complices.

Mais il faudra en outre des instructions pénales très fermes aux parquets pour orienter leur action répressive dans le sens que notre société souhaite très majoritairement.

A cet égard ne soyons pas timorés : nous devons mener une attaque radicale contre l'islamisme dans notre pays notamment avec les armes du droit et tous azimuts. Que notre offensive soit totale et dotons nous s'il le faut d'armes juridiques exceptionnelles comme l'a proposé Manuel Valls. On ne peut que rappeler à cet égard que la Cour européenne des droits de l'homme a considéré dans un arrêt de 2003 *Refa Partisi* contre Turquie (voir le document : [cedh-arr\\_c3\\_aat\\_20refah\\_20parti-si\\_20c\\_3a\\_20turquie\\_20\\_28grande\\_20chambre\\_29\\_20du\\_20\\_3a2003](#)) que l'islam radical et la Charia ne pouvaient prétendre à la protection des principes fondamentaux et des valeurs démocratiques qu'ils refusent.

Qu'on en tire enfin les conséquences en nous adossant au droit dit par la CEDH elle-même !

Au delà de ce rappel au droit indispensable dans une démocratie mature pour garder la tête froide et ne pas laisser quiconque, même bien intentionné, raconter des histoires et nous enfumer, le "Printemps républicain" a publié un texte remarquable que je reproduis ci-après.

## "Assez !!!"

"Avant c'étaient des soldats, puis des enfants juifs. C'étaient des caricaturistes, des policiers, encore des juifs. C'étaient encore des policiers, des prêtres, et puis ce furent des Français qui sortaient admirer un feu d'artifice, boire un verre ou écouter un concert. Hier c'est un enseignant qui a été tué ; pas n'importe quel enseignant, choisi au hasard comme tant d'autres victimes avant lui. Samuel Paty a été tué parce que, comme chaque année, il a assuré un cours d'éducation morale et civique sur la liberté d'expression. Il a montré les caricatures de Mahomet. C'en est trop pour les islamistes. Pression, dénonciation, intimidation. Et au bout, décapitation. Dans l'Algérie des années 1990, les intellectuels qui résistaient, les jeunes filles qui ne voulaient pas mettre le voile, étaient égorgés. Dans la France de 2020, on risque sa peau quand on fait son travail, simplement son travail.

L'assassinat de Samuel Paty ne doit rien au hasard. Il était l'objet d'une campagne de dénigrement depuis plusieurs jours. Son nom et son adresse avaient été publiés sur les réseaux sociaux. Les instigateurs de cette campagne ne sont pas des parents outrés : ce sont des propagandistes de l'islam politique. L'un est le fondateur du Collectif Cheikh Yassine, une organisation pro-palestinienne antisémite et conspirationniste, qui sévit depuis des années. Un autre est un éducateur bien sous tous rapports. Une figure si inspirante qu'elle a servi de modèle pour le personnage joué par Reda Kateb dans *Hors normes*. De braves gens...

Aujourd'hui, nous en avons assez. Assez de pleurer nos morts. Assez qu'on s'en prenne aux premières lignes de la République. Assez de cette pieuvre islamiste qui prospère, qui plastronne, qui menace. Assez de voir nos amis, nos collègues, insultés, menacés, obligés de vivre sous protection policière depuis des années, dans l'indifférence quasi-générale. Assez que les courageuses et les courageux, les Jean-Pierre Obin, les Zineb El Rhazoui, les Mohamed Sifaoui, les Caroline Fourest et tant d'autres, soient attaqués sans cesse, et si peu défendus.

Assez, par-dessus tout, du "pas d'amalgame", des "on peut être Charlie ou ne pas être Charlie". Assez de ces quelques messieurs trop tranquilles qui, depuis les ministères ou sur les estrades, "observent" qu'il n'y a pas de problème avec la laïcité. Assez de l'hypocrisie et de la confusion intellectuelle qui règne dans ces organisations de gauche incapables de prendre la défense de Mila. Assez de voir les opportunistes du co-existentialisme qui rôdent comme des vautours autour de l'argent public et qui favorisent l'entrisme des Frères musulmans au nom du dialogue inter-confessionnel.

Assez, par-dessus-tout, du pas-de-vague et des demi-mesures, des petites compromissions et des grandes lâchetés. Ne vous y trompez pas : les islamistes ne pleurent pas, ils rigolent. Ils ont réussi leur coup : ils sèment la terreur sans même se salir les mains. Dénoncer publiquement leur a suffi : l'objectif est atteint, l'effroi est général et la peur règne. Et leurs idiots utiles se jettent déjà à leurs pieds pour dénoncer "l'islamophobie" et faire de la politique politicienne.

Assez, enfin, d'avoir toujours une guerre de retard. De devoir mobiliser tant d'énergie pour alerter et convaincre, pour combattre le scepticisme, et pour répondre aux attaques.

Désormais, c'est fini. Il faut reprendre la main. Changer de braquet, enfin ! L'heure n'est plus à décrire l'islamisme, à le critiquer, à le dénoncer : il faut le démanteler. Le détruire. Le liquider. Mettre hors-la-loi les organisations qui se revendiquent ou s'inspirent de l'islam radical, celui des salafistes et des Frères musulmans en particulier. Il faut dissoudre ces associations, saisir leurs avoirs et traduire en justice leurs responsables. On ne s'en sortira pas autrement. Cela doit prendre effet immédiatement.

Il faut aussi revoir entièrement les dispositifs publics de formation et d'accompagnement à la citoyenneté et aux valeurs de la République. Si la laïcité, la liberté d'expression, les droits des personnes

LGBT, la lutte contre l'antisémitisme, sont si souvent mis en cause, c'est qu'ils sont trop mollement défendus. L'action doit commencer dès le primaire. Apprendre les valeurs de la République, ce n'est pas du superflu : c'est aussi essentiel que les maths et le français. La République ne doit jamais avoir honte de ses valeurs : il faut que la honte change de camp. C'est l'affaire de plusieurs années de travail. Il n'a été que timidement entrepris jusqu'à présent, toutes majorités politiques confondues.

Il faut enfin casser les ghettos où l'islamisme, mais aussi la violence gratuite, les trafics, la misère morale et matérielle prospèrent. C'est l'œuvre d'une génération.

Il faut donc agir à court, moyen et long terme. L'urgence est de protéger nos lanceurs d'alerte, nos courageux, nos premières lignes, en faisant reculer la pieuvre pour de bon. Sans cela, aucun travail de fond n'est possible.

Toujours est-il qu'on ne peut plus attendre : aujourd'hui, il est tard. Demain, il sera trop tard."

De même, le cri d'effroi d'une "Instit" sur Face Book transmis par l'ami Francis doit être entendu même si certains points de son propos peuvent être discutés notamment lorsqu'elle considère que le juge et la jurisprudence doivent boucher les trous éventuels de notre droit en matière répressive : seule la loi expression de la volonté générale peut le faire et, en outre, en conformité avec nos principes fondamentaux constitutionnels :

### Le billet d'une Instit :

*"Le billet d'une Instit qui reprend le texte d'un ami à lui qui résume bien sa pensée :*

*"Ceux qui suivent un peu cette page FB savent, je pense, que je considère l'islamisme radical (décrit notamment en France dans un ouvrage éponyme de 1987 par l'immense Bruno Etienne dont j'ai eu le privilège de suivre l'enseignement) comme un ennemi. Pas un adversaire politique, un ennemi.*

*33 ans de lâcheté et de complaisance plus tard, les mouvements qui se réclament de cette idéologie ont mis en œuvre avec succès une partie de leur programme sur notre territoire même. 33 ans qui donnent envie de hurler quand les Munich ont succédé aux Munich. Des grands Munich et des myriades de petits Munich quotidiens (dans les écoles ou les hôpitaux notamment).*

*Mais hier un cap a été franchi :*

*1/ l'homme qui a été décapité était un collègue, décapité parce qu'il faisait ce que font mes collègues, ce que je fais, c'aurait pu être moi.*

*2/ pour la première fois en France à ma connaissance, un "nobody" (pas une figure médiatique) a été assassiné pour avoir déplu à des islamistes radicaux. Ce genre de choses arrivait historiquement en Afghanistan ou en Egypte, la France en était exemptée ; cette idéologie n'y était pas assez répandue pour pouvoir monter assez à la tête de certains.*

*Certains analystes, trop cultivés pour leur intelligence, font de fines distinctions entre salafisme quiétiste (les rigoristes "gentils") et salafisme takfiri (les jihadistes). Des idiots qui ne comprennent pas que dans*

tout groupe social c'est la norme qui définit le lieu de la marge. Si la norme est salafiste, la marge sera jihadiste.

D'autres encore (Patrice Pelloux le soir de l'attentat contre Charlie par ex.) pensent qu'il faut convaincre les radicaux que la liberté d'expression est l'un de nos principes et qu'elle ne les vise pas spécifiquement. Qu'ils n'ont donc pas de raison d'en prendre ombrage. Les radicaux se foutent de ça. Les radicaux énoncent un tabou puni de mort. Puis le mettent en œuvre. Les Occidentaux ultra-individualistes ne comprennent plus le sens du mot tabou. Ils feraient bien de rouvrir un dictionnaire.

Il faut donc lutter contre le salafisme, le frérisme, le wahhabisme, où qu'ils soient et quelque forme qu'ils prennent. Pied à pied. Jour après jour. Sans cesse. Sans leur laisser un moment de tranquillité. Comme la République a lutté avec raison contre les congrégations au début du XX<sup>e</sup> siècle. Et sans aucun "accommodement raisonnable". On ne fait pas d'accommodements avec une idéologie totalitaire. On empêche ses porteurs d'agir, de parler, de se réunir, de se rassembler. Détruire le terreau (la norme) pour empêcher la marge. On n'imagine guère des groupes de réflexion nazis "quiétistes" à Londres en 1942 protégés par des principes constitutionnels.

Les radicaux sont les ennemis déclarés de la laïcité, qui est le plus grand bien commun dont nous disposons. Face à ses ennemis, la société laïque doit se défendre de manière visible.

On discute, débat, transige avec un adversaire politique. Pas avec un ennemi. Un ennemi on l'abat.

Et qu'on ne vienne pas ici essentialiser. Peu m'importe la couleur ou l'origine de ceux qui véhiculent cette idéologie totalitaire. Les nazis non allemands étaient les mêmes raclures que les autres. Des ennemis pareils. A éradiquer pareillement.

Ce n'est pas le sang qui compte, c'est l'idéologie. Ceux qui voudraient essentialiser peuvent donc dégager, je ne les retiens pas.

Qu'on ne vienne pas non plus commenter sur le ton de :

1/ il ne faut pas dire ça parce que ça va peiner celui-ci ou celui-là (à moins de considérer que les musulmans sont trop cons pour comprendre la différence entre un croyant et un islamiste radical ; en pays musulman, ayant souvent à en souffrir dans leur chair, ils comprennent parfaitement la différence).

2/ il ne faut pas dire ça parce que le vrai séparatisme c'est quand même celui des riches

3/ il ne faut pas dire ça parce que les radicaux sont quand même un peu aussi des damnés de la terre

4/ il ne faut pas dire ça parce que le christianisme aussi, en 1400, brûlait des sorcières, ou en 1600 tolérait l'esclavage.

Les idiots utiles de l'islamisme radical me deviennent parfaitement insupportables.

Il faut lutter pied à pied contre ceux qui véhiculent cette idéologie et contre ceux qui l'accueillent. Il faut les empêcher d'agir, leur pourrir la vie, ne jamais céder sur les règles, ne jamais faire semblant de croire les dénégations. On ne négocie pas avec le totalitarisme, on ne s'accommode pas du totalitarisme, on ne laisse pas le totalitarisme vivre paisiblement sa vie de totalitarisme, on ne fait pas semblant de croire que la patte de velours (associative par exemple) qu'il montre parfois est vraie.

Les services de sécurité disent qu'on ne peut pas empêcher un acte isolé. C'est vrai. Mais on peut et on doit empêcher que perdure le terreau qui seul permet que de tels actes se produisent. L'acte terroriste est l'aval, c'est contre l'amont qu'il faut lutter. Et ce n'est pas à coup de fleurs et de bougies de deuil qu'on le fait. Et si l'arsenal juridique ne le permet pas, il faut alors adapter l'arsenal juridique, c'est le rôle de la jurisprudence."

Vous pouvez aussi aller lire le remarquable Billet de Catherine KINTZLER sur son blog MEZETULLE :

J'adore l'idée des "poches d'aisance" où se meut et s'étend l'islamisme radical que C. Kintzler utilise ! Cela me paraît parfaitement adapté à la "matière" dont il s'agit... Je l'ai donc mis en exergue de mon billet en en faisant mon sous-titre.

## À la mémoire de Samuel Paty, professeur

Par [Catherine Kintzler](#), le 17 octobre 2020

Vendredi 16 octobre, Samuel Paty, professeur, a été décapité parce qu'il enseignait. Réduire cet assassinat à un crime revient à esquiver le caractère politique de la visée hégémonique qu'il véhicule. Car cette atrocité se présente comme une exécution expiatoire menée au nom d'un ordre supérieur qui devrait supplanter non seulement les lois de l'association politique, mais aussi tout rapport autonome à la connaissance, à la pensée. Elle révèle aussi que la guerre menée contre la République a dépassé la période des tests politiques, ainsi que celle des commandos organisés terrorisant la société civile, pour atteindre un niveau alarmant de diffusion. En étendant les poches d'aisance où il se meut "comme un poisson dans l'eau", le terrorisme islamiste contamine le corps social et menace de le submerger.

Si l'école est laïque, ce n'est pas seulement comme institution et parce qu'elle est un organe du dispositif républicain, c'est aussi parce qu'elle tire (ou devrait tirer) son autorité de la constitution des savoirs, laquelle échappe à toute transcendance, à toute imposition d'une parole ou d'un livre unique, et ne peut se construire qu'avec des esprits en dialogue. Voilà ce que tout professeur est chargé de travailler et de défendre, non pas dans la célébration d'un "vivre-ensemble" incantatoire et abstrait, mais avec et par le segment du savoir qu'il maîtrise et qu'on n'ose plus appeler "discipline".

Installer chaque esprit dans ce dialogue fructueux et inquiet qui a pour condition première le dépaysement, la distance avec soi-même, voilà ce que faisait Samuel Paty, professeur. Il aurait dû pouvoir le faire normalement, en expliquant, en illustrant<sup>1</sup>, en argumentant dans une ambiance de sérénité assurée par l'institution : en somme en **professant**, protégé des pressions et mettant de ce fait ses élèves, avec lui, à l'abri du tourbillon social. Mais, comme des milliers de professeurs aujourd'hui et depuis bien des années, il le faisait malgré, contre les assauts qui renvoient sans cesse l'école à son extérieur, il le faisait en dépit des pressions qui, au prétexte de mettre les élèves (et les parents) au centre du dispositif scolaire, l'assujettissent à la férocité et à la fluctuation des demandes sociales. Ce qui devrait être un travail serein et somme toute ordinaire est devenu un acte d'héroïsme.

Samuel Paty a été assassiné et décapité pour avoir exercé sa fonction, parce qu'il enseignait : c'est en sa personne le professeur qui a été massacré. Par cette atrocité, sommation est faite à tous les professeurs d'enseigner et de vivre sous le régime de la crainte. Des groupes qui encouragent ces manœuvres d'intimidation à sévir au sein même de l'école s'engouffrent dans la brèche ouverte il y a maintenant trente ans, laquelle s'acharne à assujettir l'école aux injonctions sociales.

On ne voit que trop à quelles extrémités celles-ci peuvent se porter. Non l'école n'est pas faite pour "la société" telle qu'elle est. Sa visée est autre : **permettre à chacun, en s'appropriant les savoirs formés par l'humaine encyclopédie, de construire sa liberté, dont dépend celle de la cité.** Il faut cesser de convoquer les professeurs à leur propre abaissement. Réinstaurer l'école dans sa mission de transmission des savoirs et protéger ceux qui la mettent en œuvre, voilà ce qu'on attend d'une politique républicaine. Sans cet élargissement qui appelle une politique scolaire exigeante et durable, l'hommage national qui doit être rendu à la personne martyrisée de Samuel Paty restera ponctuel.

Il est faux de dire que l'auteur de cet assassinat était un "solitaire", comme s'il fallait éviter de dire qu'il s'agit d'un acte de guerre. Un homme isolé n'est pas nécessairement un "solitaire". En l'occurrence il se nourrit au fast food bien garni des exhortations, imprécations, intimidations et autres menaces qui, diffusées sur internet et dans certaines mosquées, partout étalées<sup>2</sup>, relayées, font de chaque assassin se réclamant de la cause islamiste un vengeur héroïque.

Il y a bien longtemps que cette guerre a commencé.

Elle a posé un jalon dès 1989, en s'attaquant déjà à la laïcité de l'école républicaine<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> L'expression "il a montré des caricatures de Mahomet" est un raccourci. Aucun professeur ne "montre" quoi que ce soit sous le régime épantant de l'exhibition. "Montrer", pour un professeur c'est, soit recourir à une illustration, utiliser un document, une ressource en l'incluant dans un ensemble explicatif et progressif, soit exécuter un geste, un exercice afin d'exposer et d'expliquer un modèle ou un exemple dont les élèves pourront s'inspirer.

<sup>2</sup> J'ai eu la surprise, en téléchargeant il y a deux jours l'édition de 1929 de L'Éthique de Spinoza (Garnier, traduction Appuhn) sur Amazon en accès libre, de la voir précédée et suivie de deux textes de propagande islamiste.

<sup>3</sup> Affaire dite des "foulards" au collège de Creil. Voir le manifeste dit "des Cinq" "Profes ne capitulons pas", Le Nouvel Observateur du 2 novembre 1989 sur le site du Comité laïcité République <http://www.laicite-republique.org/foulard-islamique-profes-ne-capitulons-pas-le-nouvel-observateur-2-nov-89.html>

Elle a ensuite dépassé la période des tests politico-juridiques, puis celle des commandos organisés terrorisant la société civile à coups meurtriers de Kalashnikov pour atteindre aujourd'hui un niveau d'extension tel qu'aucune parcelle de la société ne peut assurer qu'elle est à l'abri de sa présence et de sa menace<sup>4</sup>. Prati-quant avec virtuosité le retournement victimaire et la culpabilisation à l' "islamophobie", convertissant l'accusation impertinente de "blasphème" en pleurnicherie des "sensibilités offensées", tissant ses liens avec le "décolonialisme" et le néo-racisme, la forme idéologique de cette guerre gangrène l'université et se diffuse dans la société civile<sup>5</sup>.



Dessin de Kroll, publié dans Le Soir (Belgique) le 19 Octobre 2020

En étendant les poches d'aisance où il se meurt "comme un poisson dans l'eau", le terrorisme islamiste contamine le corps social et menace de le submerger. Un ordre moral féroce s'installe par accoutumance, à tel point qu'il devient "normal" et "compréhensible" pour un homme de songer à en assassiner un autre pour avoir osé une opinion contraire à une parole prétendue absolue, qu'il devient "normal" et "compréhensible" pour un groupe d'appeler à la vengeance. La banalisation des marqueurs religieux s'étend et prétend non pas seulement à la liberté pour elle-même, mais au silence de toute critique et de toute désapprobation la concernant. Et

il se trouve de bonnes âmes pour comprendre, excuser et encourager cette abstention. L'appel au "respect de l'autre" est-il à ce point nourri de haine de soi qu'il doit prendre la forme d'une autocensure s'interdisant toute critique publique ? Est-il à ce point méprisant et paternaliste à l'égard de ceux qu'il prétend prendre sous son aile qu'il se croie obligé de leur épargner cette critique ? Est-il à ce point retors qu'il faille en son nom faire fonctionner la liberté d'expression à sens unique ?

Le sursaut nécessaire n'appartient pas qu'au politique : devant l'infusion sociale qui répand et banalise le totalitarisme islamiste, les nécessaires mesures politiques et juridiques qui sont appelées aujourd'hui de toutes parts, si fermes soient-elles, seront sans effet sans un mouvement civil issu des citoyens eux-mêmes. Cessons de courber l'échine ou de regarder ailleurs devant la culpabilisation, devant l'insolence et la violence du "République bashing" qui convertit la haine du colonialisme en haine de la République, qui confond universalisme et uniformisation, qui est prêt à sacrifier les individus sur l'autel antique des communautés et des ethnies, qui fétichise les appartenances et ne voit pas que sans la liberté de non-appartenance, il n'est pas d'appartenance valide.

<sup>4</sup> On se reportera, entre autres, aux deux ouvrages collectifs dirigés par Georges Bensoussan, *Les Territoires perdus de la République* (Paris, Mille et une nuits, 2004) et *Une France soumise* (Paris, Albin-Michel, 2017) ainsi qu'au collectif dirigé par Bernard Rougier *Les territoires conquis de l'islamisme* (Paris, PUF, 2020).

<sup>5</sup> Voir sur ces sujets le dossier sur la liberté d'expression <https://www.mezetulle.fr/sur-l-expression-droit-au-blaspheme-dossier-sur-la-liberte-d-expression/> et sur la liberté de recherche dans Causeur <https://www.causeur.fr/antiracisme-society-for-seventeenth-century-music-178960>



Aucun régime n'a été aussi libérateur que le régime laïque, aucune religion placée en position d'autorité politique ou ayant l'oreille complaisante de cette autorité n'a produit autant de libertés : osons la laïcité, osons la République. "Il nous faut reconquérir tout ce que la République a laissé faire"<sup>6</sup>.

Merci à Causeur pour la reprise de ce texte le 19 octobre [en accès libre sur son site](#) (avec des intertitres de la rédaction du magazine).

---

<sup>6</sup> Citation extraite du discours prononcé par Emmanuel Macron, président de la République, aux Mureaux le 2 octobre 2020. Voir une brève analyse et la référence sur ce site : <https://www.mezetulle.fr/discours-des-mureaux-sur-le-separatisme-e-macron-brise-un-tabou-ideologique-mais-la-politique-suivra-t-elle/>.